

Croissance équitable en Afrique subsaharienne: une stratégie d'action différente

Au début du millénaire il est devenu clair que les promesses des programmes d'ajustement structurel ne s'étaient pas concrétisées en Afrique subsaharienne. Ensemble, l'austérité macroéconomique, la libéralisation rapide, les privatisations et la déréglementation n'avaient pas entraîné de révolution au niveau de l'offre, et avaient même fait régresser l'économie de la région; la croissance de la productivité marquait le pas dans la plupart des secteurs

Depuis, il avait été beaucoup question d'une «renaissance économique» en Afrique. Entre 2001 et 2008 le PIB a crû en moyenne de 6 % par an dans la région, et la croissance réelle par habitant a atteint quelque 3 %. Le processus a été aussi relativement généralisé, puisqu'au cours de la période, la croissance économique n'a ralenti que dans un petit nombre de pays. Bien qu'il y ait eu en 2009 un fort mouvement de repli à cause de la crise financière et économique, les taux de croissance sont restés globalement positifs, et on a assisté à un rebond dans de nombreux pays.

Au vu de cette évolution, le FMI a parlé d'un «grand décollage de la croissance en Afrique subsaharienne», attribué aux mesures de réforme structurelle et institutionnelle déjà prises pour réduire les contrôles étatiques et libéraliser les marchés intérieurs sur le plan commercial et financier. Il a aussi émis l'hypothèse que l'Afrique subsaharienne pourrait être la «nouvelle frontière» financière, et préconisé une libéralisation et une intégration.

Et sans tenir compte de ses propres études concluant à l'absence d'un lien de causalité empirique entre libéralisation financière et croissance, le FMI a ajouté ceci: «tout le monde reconnaît que les types de réforme nécessaires pour réduire l'influence des groupes d'intérêts en place et libérer le potentiel de production des économies en développement concourent aussi à attirer les flux de capitaux privés et à les rendre plus productifs» (IMF, 2010).

Si cette dynamique de croissance en Afrique subsaharienne est bienvenue, le terme «décollage» est trop fort pour décrire ce qui se produit dans la région. Premièrement, les résultats économiques sont très disparates au niveau régional, avec des taux de croissance très élevés dans certains pays exportateurs de produits pétroliers et minéraux, qui donnent une idée trompeuse de la situation pour la majorité des pays dont les exportations ne se sont pas envolées. Deuxièmement, durant la période prise en compte par le FMI (1995-2007) le nombre des pays en croissance rapide (17) a correspondu plus ou moins à celui des pays où la croissance a été plus lente (14). Troisièmement, même dans ces circonstances exceptionnelles, les résultats enregistrés en moyenne dans la région restent à la traîne de ceux des pays de l'Asie de l'Est et du Sud pendant la même période, et l'écart de revenu par rapport aux autres pays en développement a continué à se creuser – pour certains pays fortement. L'Afrique subsaharienne est encore loin de connaître le décollage des pays de l'Asie de l'Est, et ce n'est pas en continuant à faire comme avant que ce décollage sera rendu possible.

Il faut pour l'Afrique subsaharienne une stratégie de développement différente et pragmatique pour favoriser dans l'ensemble de la région une croissance plus équitable et plus durable. Cette stratégie devra aussi être plus globale et plus intégrée qu'auparavant.

Dans le cadre de cette stratégie, il faudra d'une part mieux coordonner les politiques macroéconomiques et les mesures sectorielles nécessaires pour la transformation structurelle, et d'autre part mettre en place sur le plan social un programme d'action allant au-delà des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et reposant sur une solide combinaison de croissance, d'investissement et d'emploi. Cela impliquera encore des mesures budgétaires plus dynamiques, y compris des mesures anticycliques et des efforts en matière d'investissement public. La politique monétaire aura elle aussi un important rôle à jouer afin que les taux d'intérêt demeurent bas et que les taux de change restent stables et compétitifs. Tous ces instruments de politique peuvent aider à renforcer les perspectives d'investissement, y compris dans le secteur agricole, mais il faudra en même temps l'appui des banques de développement pour que le crédit

soit distribué de manière efficace, ainsi que des mesures de contrôle des opérations en capital pour appuyer un régime de change stable et efficace.

Cette transformation structurelle exigera aussi une politique industrielle efficace comportant des éléments de type traditionnel, par exemple pour éliminer les dysfonctionnements du marché et choisir les gagnants, ainsi que pour la création et la gestion des rentes. Mais l'absence d'entreprises de taille suffisante demeure un obstacle non seulement pour mettre en place un solide couple profit-investissement dans de nombreux pays africains, mais aussi pour mettre à profit les apports accrus d'IED dans certains secteurs clefs.

Un défi majeur se posera sur le plan institutionnel: créer (ou dans certains cas recréer) en Afrique subsaharienne des États développementistes, en tirant profit d'autres expériences mais en reconnaissant aussi que les conditions et les contraintes locales sont d'une importance primordiale pour définir le contexte dans lequel le rôle de l'État doit être repensé... Les nouveaux États développementistes africains doivent aussi être prêts à se positionner dans le plus vaste contexte régional et au-delà, y compris en vue de l'établissement de liens Sud-Sud à l'extérieur de la région. .